

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TBT/W/87**

14 septembre 1998

(98-3468)

**Comité des obstacles techniques au commerce**

Original: anglais

## **DES CONDITIONS D'ACCEPTATION ET D'UTILISATION DES NORMES INTERNATIONALES DANS LE CONTEXTE DE L'ACCORD DE L'OMC SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE**

### Note de la Communauté européenne

#### *Introduction*

1. À la lumière des résultats de l'examen triennal et du programme de travail qui en a découlé (document G/TBT/5), la Communauté européenne propose qu'on examine plus à fond les sujets traités dans le présent document.

2. Afin de faciliter les échanges internationaux, la Communauté européenne considère qu'il faut accorder davantage d'importance à l'utilisation des normes internationales et à leur élaboration. Pour assurer une plus large application des normes internationales, des progrès doivent être faits dans trois domaines:

- il convient d'établir une distinction entre les normes internationales et les autres normes (nationales ou régionales);
- il faut prendre des mesures pour encourager l'utilisation des normes internationales;
- enfin, il faut que les organismes élaborant des normes ayant qualité de normes internationales respectent un ensemble de principes concernant l'efficacité, la transparence, l'équilibre des intérêts et la responsabilité.

3. Dans le cadre du débat actuel, le présent document expose, pour examen, les vues de la Communauté européenne.

## **II. LA DISTINCTION ENTRE NORMES NATIONALES ET NORMES INTERNATIONALES**

4. Les normes sont élaborées aux niveaux national, régional et international. L'Accord OTC privilégie les seules normes internationales; il prévoit (article 2.4) que les Membres "utiliseront ces normes internationales ... comme base de leurs règlements techniques, sauf lorsque ces normes internationales ... seraient inefficaces ou inappropriées pour réaliser les objectifs légitimes recherchés". La même disposition est applicable aux organismes à activité normative pour ce qui est des normes qu'ils élaborent (annexe 3, Code de pratique).

5. La Communauté européenne et ses partenaires de l'OMC se sont engagés – en tant que signataires de l'Accord – à utiliser les normes internationales dans leurs règlements techniques. Il convient donc de chercher à déterminer quelles sont les normes auxquelles cet engagement s'applique, c'est-à-dire à définir les traits essentiels qui caractérisent les normes dites internationales. En outre, il importe de renforcer l'autorité des normes internationales, et donc de faire une distinction nette entre

les normes internationales et les autres normes. Dans certains secteurs, tels que l'informatique, l'électrotechnique et les télécommunications, le processus d'internationalisation des marchés et de normalisation est bien avancé.

6. À cet égard, la Communauté suggère que les principes suivants soient observés:

- i) Outre les critères qui sont applicables à toutes les activités de normalisation quel que soit leur niveau, le critère-clé pour qu'un organisme soit reconnu en tant qu'organisme élaborant des normes internationales, et bénéficie ainsi d'un statut privilégié au regard de l'OMC, est celui de l'impartialité internationale, c'est-à-dire que tous les pays intéressés par la normalisation doivent avoir accès à ses travaux, et disposer d'un moyen de contrôle international sur ses résultats, sans discrimination ni privilège quant à la nationalité des participants. La question de la différence entre la participation et la qualité de membre de l'organisme n'est pas pertinente en l'occurrence, notamment pour ce qui est des organisations intergouvernementales. Le point important est que, quelle que soit la façon dont l'organisme à activité normative opère, la participation et, le cas échéant, l'adhésion doivent être possibles à des conditions uniformes, sans discrimination de la nationalité.
- ii) Les organismes à activité normative ne peuvent prétendre être compétents simultanément à deux niveaux différents (national, régional ou international) pour leurs principales activités. Si les organismes régionaux ou nationaux agissaient comme s'ils étaient internationaux, il en résulterait des conflits d'intérêt et une incohérence dans l'ensemble des normes. De même, les organismes internationaux pourraient difficilement prétendre à ce statut si leur composition n'était pas véritablement internationale.
- iii) Le Code actuel (paragraphe G<sup>1</sup>) préconise que la participation aux activités normatives internationales se fasse au niveau national. D'une manière générale, on estime que les participants aux activités normatives internationales doivent être des délégations nationales, c'est-à-dire des délégations des organismes nationaux à activité normative ou leurs représentants. En outre, les organismes régionaux à activité normative peuvent contribuer directement aux travaux internationaux.

## II. NORMALISATION INTERNATIONALE ET COMMERCE

7. Le respect des normes est facultatif. Lorsque l'on examine, comme le prévoit l'examen triennal, les raisons pour lesquelles des normes internationales sont inexistantes, ou ne sont pas appliquées, il faut tenir compte du fait que rien n'incitait à les appliquer et chercher le moyen de mettre en place de telles incitations là où elles n'existaient pas. Les mesures d'incitation peuvent prendre différentes formes, et elles devraient être élaborées à différents niveaux.

- i) L'engagement politique des autorités publiques de servir les objectifs de l'OMC doit se traduire par des réformes législatives et passer par un encouragement à utiliser les normes internationales, notamment au moyen de la déréglementation et de la mise en place de cadres juridiques faisant référence à des normes volontaires. Une plus grande transparence est nécessaire, et davantage de renseignements devraient être

---

<sup>1</sup> "La participation des organismes à activité normative du ressort territorial d'un Membre à une activité normative internationale particulière aura lieu, chaque fois que cela sera possible, par l'intermédiaire d'une délégation représentant tous les organismes à activité normative du territoire qui ont adopté, ou prévoient d'adopter, des normes concernant la matière visée par l'activité normative internationale."

fournis sur les régimes de réglementation qui visent à favoriser l'utilisation des normes internationales.

- ii) L'application du Code de conduite doit se faire dans la transparence. Les Membres ayant plusieurs organismes à activité normative devraient expliquer dans quelle mesure ceux-ci sont liés par l'acceptation du Code, et comment ils l'appliquent au cas où un seul d'entre eux l'a accepté au nom de tous.
- iii) Afin d'assurer efficacité et cohérence, il faut créer des arrangements entre organismes internationaux, régionaux et nationaux. Ces arrangements doivent porter sur des questions telles que des programmes communs, des organes techniques communs, des travaux communs et l'acceptation commune des résultats, ainsi que la transposition des normes internationales en normes régionales et nationales.
- iv) Le système de normalisation international doit garantir la cohérence de l'ensemble des normes internationales. Si des normes internationales réellement contradictoires devaient voir le jour, le système deviendrait ingérable, puisque plusieurs normes auraient alors la qualité de norme internationale et bénéficieraient ainsi d'un statut privilégié au regard de l'OMC, ce qui entérinerait des obstacles au commerce. Les activités des organismes internationaux à activité normative et leurs résultats doivent être complémentaires. Les normes ne doivent pas être contradictoires, même lorsqu'elles ont été publiées par des organismes à activité normative différents. Une amélioration de l'échange de renseignements entre les organismes élaborant des normes et l'OMC est souhaitable, mais n'offre pas une solution complète. Il convient de s'opposer à l'apparition d'organismes internationaux concurrents.
- v) Afin d'offrir transparence et certitude, il faut poursuivre la mise au point d'un mécanisme permettant aux organismes d'être acceptés par l'ensemble des signataires de l'Accord de l'OMC en tant qu'organismes internationaux à activité normative.
- vi) Les organismes nationaux et régionaux à activité normative qui participent aux activités normatives internationales devraient agir de façon cohérente et conformément aux objectifs de l'Accord. La légitimité d'un organisme international à activité normative serait démontrée, entre autres, si ses membres nationaux et régionaux acceptaient le Code de pratique.

8. La mise en œuvre effective de ces points devra faire l'objet d'un suivi et d'une collaboration des organes compétents au sein de l'OMC.

### **III. LES ACTIVITÉS ET LA SUPERVISION DES ORGANISMES INTERNATIONAUX À ACTIVITÉ NORMATIVE**

9. Bien que l'Accord OTC privilégie les normes internationales, il ne contient pas de dispositions devant être respectées par les organismes internationaux à activité normative. Toutefois, pour que les normes internationales puissent jouer le rôle qui leur est assigné par l'Accord, il faut que les organismes internationaux à activité normative rendent des comptes à l'ensemble des parties intéressées et fonctionnent efficacement. L'engagement d'utiliser les normes internationales suppose le respect des règles relatives à l'obligation redditionnelle des organismes internationaux à activité normative.

- i) L'élaboration des programmes doit se faire de manière ouverte, tout comme celle des résultats finaux, qui doivent pouvoir être utilisés par tous.

- ii) Il faut également que toutes les opinions soient acceptées, qu'il y ait accord général, qu'il n'y ait pas d'opposition durable et qu'un processus soit prévu pour réconcilier les opinions divergentes.
- iii) Les organismes internationaux à activité normative démontrent que ces principes sont inscrits dans leurs règles et qu'ils sont effectivement appliqués.
- iv) Le renforcement du rôle des organismes internationaux à activité normative doit également les rendre plus attentifs aux besoins du marché et des autorités chargées d'établir les règlements. Les priorités des programmes de travail dans le domaine de la normalisation internationale devraient notamment refléter les priorités commerciales; des normes internationales à jour doivent être élaborées en temps voulu, et les activités des organismes internationaux à activité normative, comme leur corpus de normes, doivent être régulièrement actualisés et doivent être cohérents sur le plan interne et par rapport aux activités d'autres organismes.

10. Pour inciter les organismes internationaux à activité normative à respecter ces critères, on pourrait élaborer une sorte de code officiel que les organismes internationaux devraient observer et qui s'inspirerait des obligations imposées aux organismes nationaux et régionaux par le Code de pratique.

---